



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale Le Havre
DREAL Normandie
Cité administrative
2 rue Saint Sever
76032 Rouen Cedex

Le Havre, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WEEECYCLING

13 Route des Ifs
76400 Tourville-Les-Ifs

Références : -

Code AIOT : 0003901259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement WEEECYCLING implanté 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la visite d'inspection du site de traitement de déchets PROMOTRAME sis à Longroy (76), le 23 septembre 2025. L'inspection a constaté la présence de déchets dangereux dont la société Electro Refining est le producteur sur ce site qui n'est pas autorisé à recevoir des déchets dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEEECYCLING

- 13 Route des Ifs 76400 Tourville-les-Ifs
- Code AIOT : 0003901259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques et autres déchets métalliques autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 13 octobre 2023 à pratiquer des opérations de tri, dépollution, traitement mécanique, thermique et chimique de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autorisation des filières de traitement de déchet (affaire PROMOTRAME)	Code de l'environnement du 19/01/2010, article L.541-2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Signature des BSD sous Trackdéchets	Code de l'environnement du 16/10/2007, article alinéa 5 du I du R.541-45	Demande d'action corrective	15 jours
3	AFFAIRE PNTTD-2025-173-MA	Règlement européen du 14/06/2006, article 22 et 24	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	AFFAIRE 27 conteneneurs (TTD Illicite)	Règlement européen du 14/06/2006, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a confirmé avoir expédié des déchets dangereux vers le site de PROMOTRAME et s'est engagé à les faire évacuer vers un site dument autorisé à les recevoir (le 15 décembre 2025, 85 bidons souillés par une substance dangereuses ont été évacués du site selon la fiche d'intervention transmis par l'exploitant).

L'exploitant doit encore procéder à la reprise de trois fûts de déchets d'électrode et d'un conteneur de déchets divers dangereux. **L'exploitant doit signer les BSD concernés en tant que centre intermédiaire et ré-émettre des BSD de regroupement avec annexe 2 sous trackdéchets afin**

de tracer la destination de ces lots et transmettre ces BSD à l'inspection, délai 1 mois.
En parallèle de ce rapport, l'inspection adresse un courrier au producteur des déchets d'électrodes.

Concernant l'affaire PNTTD n°173 (retour d'un camion de DEEE en mélange pollués par des mousses polyuréthane envoyé aux pays bas), **l'exploitant doit transmettre un bilan du tri réalisé sur les lots rapatriés à l'inspection et au PNTTD, délai 1 mois à compter de la date de leur réception sur le site de Tourville les ifs.**

Le rapatriement d'un deuxième camion de DEEE pollués refusé sur le même site de traitement doit préalablement faire l'objet d'une saisine officielle du PNTTD par l'autorité compétente de destination.

Concernant les 27 conteneurs bloqués dans le port du Havre, il est rappelé à l'exploitant que :

- le préfet de Seine-Maritime (et par délégation la DREAL Normandie) n'a pas compétence sur ce sujet;
- les pays d'expéditions hors CEE sont tenus d'appliquer les règles d'entrée des déchets sur le territoire européen en particulier des notifications doivent être établies avec chaque expéditeur de DEEE en mélange au titre du règlement TTD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation des filières de traitement de déchet (affaire PROMOTRAME)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2010, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Le 23 septembre 2025, l'inspection s'est rendue sur le site de la société PROMOTRAME sise à Longroy (dpt76) et y a constaté la présence de 3 fûts métalliques contenant des déchets d'électrodes et d'un lot de déchets dangereux divers (1 palbox) en provenance de la société Electro Refining (filiale du groupe weeecycling basé sur le site de Tourville les Ifs) selon l'étiquetage des contenants. L'exploitant de la sté PROMOTRAME a également déclaré que plusieurs dizaines de bidons bleus vides ayant contenu des produits dangereux entreposés sur son site lui ont été expédiés par la sté Weeecycling. Or le site de la sté PROMOTRAME n'est pas autorisé à recevoir des déchets dangereux pour transit ou pour traitement. Il s'agit donc d'une filière non autorisée à recevoir les déchets dangereux des sociétés Weeecycling et Electro Refining. Lors de la visite sur le site de Tourville les Ifs, le gérant des sociétés Weeecycling et Electro Refining a déclaré ne pas être le producteur initial des déchets dangereux d'électrodes envoyés

pour calcination (selon le BSD n°BSD-20240925-KCEG29WEJ) vers la société PROMOTRAME mais en être le centre de traitement. Il déclare avoir envoyé ces déchets chez PROMOTRAME sous son nom non pas pour traitement mais pour échantillonnage et analyse, le laboratoire de son site de Tourville ne disposant pas des équipements nécessaires à leur caractérisation.

L'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à prendre en charge les déchets envoyés sur le site de la sté PROMOTRAME à Longroy dans un bref délai.

L'exploitant a été officiellement saisi d'une telle demande par un courrier de la DREAL Normandie (unité départementale Rouen Dieppe) daté du 11 décembre 2025.

Par courriel du 04 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- la fiche d'identification déchet (FID) des déchets dangereux d'électrodes contenant de l'argent, du cuivre et de aluminium code CED 06 04 99 transmise par le producteur initial à la société Weeecycling (dont les signatures ne sont pas datées);

- un devis d'échantillonnage et d'analyse daté du 18 avril 2025 établi par la société PROMOTRAME pour la prestation de préparation d'échantillon d'un lot électrodes 4 types 0.8 à 1.2 kg : métal (Cu, Fe) avec 3% env. organique, souillé H2SO4- préparation, brûlage, broyage, fusion, témoins, rapport et l'anlyse de ces échantillons. L'inspection note que ce devis est établi postérieurement à la date de prise en charge du lot de déchets dangereux concernés par le BSD-20240925-KCEG29WEJ;

- un devis et certificat d'acceptation préalable concernant la prise en charge par ses soins des emballages vides souillés (bidons bleus), un bon de commande valable pour le traitement de divers déchets dangereux délivré par une société dûment autorisée à collecter des déchets dangereux.

Le BSD initial émis par la société productrice des déchets d'électrode n'a pas été transmis à l'inspection.

Le registre de sortie des déchets de la société productrice des déchets d'électrode disponible sous Trackdéchets édité par l'inspection le 18 décembre 2025 pour la période du 01 janvier 2024 au 18 décembre 2025 trace 4 BSD concernant des envois de déchets d'électrodes (CED 06 04 99) vers le site de Tourville les Ifs.

- 3 BSD tracent respectivement 2, 1 et 3 fûts expédiés à la sté Electro Refining en avril 2024, aucun de ces BSD réceptionnés en mai 2025 n'a été soldé comme traité par l'exploitant. 2 BSD (soit un total de 3 fûts qui pourraient correspondre aux futs en attente d'analyse chez Promotrame) sont toujours en attente d'acceptation et le 3ème est en attente de traitement plus de 18 mois après leur expédition ;

- Le 4ème BSD concerne l'envoi d'un lot en octobre 2025 vers la sté Weeecycling soit postérieurement aux constats de l'inspection sur le site de Longroy. Ce lot est également en attente de réception alors que l'exploitant a déclaré le jour de la visite ne pas avoir de déchets d'électrodes en atente de traitement sur son site.

Par courriel du 15 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- une fiche d'intervention concernant l'enlèvement de 85 bidons vides souillées par des matières comburantes sur le site de PROMOTRAME.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1- Il est demandé à l'exploitant de faire évacuer tous les déchets dangereux (déchets divers et déchets d'électrodes codifiés 06 04 99 et emballages plastiques bleus souillés par des substances dangereuses) qu'il a envoyés à la sté PROMOTRAME sise chemin du moulin prolongé 76260 Longroy et de les faire traiter par un prestataire dument autorisé à les prendre en charge, **délai 1 mois.**

<p>2- Il est demandé à l'exploitant de préciser à l'inspection ce qu'il est advenu des déchets d'électrode qui sont en attente de réception et de traitement sur site depuis plus de 18 mois selon la base de donnée Trackdéchets, délai un mois.</p> <p>3- L'exploitant doit signer les 4 BSD concernant les déchets d'électrode en tant que centre intermédiaire et ré-émettre des BSD de regroupement avec annexe 2 sous trackdéchets afin de tracer la destination ultérieure de ces lots (pour mémoire le site de Tourville les Ifs n'est pas autorisé à traiter des déchets dangereux d'électrode). Pour le lot entreposé chez PROMOTRAME, l'adresse du chantier "Site de la Sté Promotrame à Longroy" est précisée dans le cadre 1 du BSD de regroupement. Les BSD sont transmis à l'inspection, délai 1 mois.</p> <p>4- L'exploitant doit également transmettre à l'inspection les BSD concernant le traitement des emballages vides et des déchets dangereux conditionnés en Palbox retirés chez PROMOTRAME, délai un mois.</p> <p>5- Il est demandé à l'exploitant de faire dater les signatures des documents FID et CAP, délai dès réception du rapport pour toute nouvelle procédure d'acceptation préalable.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Signature des BSD sous Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article alinéa 5 du I du R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.541-45-I ...</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les BSD n°BSD-20230928-OR4N2D3XM, BSD-20231020-7TY2FRW4D et BSD-20240410-JCERFQBMR expédiés vers le site de Tourville les Ifs (pour Electro Refining) depuis plus de 18 mois sont en attente d'acceptation ou de refus sans avoir été signés dans le délai réglementaire d'un mois.</p> <p>Le registre chronologique des entrées sur le site de Tourville les Ifs au nom de Electro refining depuis le 1er janvier 2024 indique qu'une quarantaine de réceptions datées de plus d'un mois n'ont toujours pas été acceptées ou refusées.</p> <p>Le BSD n°BSD-20250929-GRHV9K3Y2 n'a pas été signé à réception et n'apparaît donc que dans le registre de sortie du producteur alors qu'il aurait été expédié vers la société Weeecycling le 01 octobre 2025.</p> <p>Le registre chronologique des entrées sur le site de Tourville les Ifs au nom de WEEECYCLING depuis le 1er janvier 2024 indique que quatre réceptions n'ont pas été acceptées ou refusées dans</p>

un délai inférieur à un mois et quatre dépasseront ce délai courant janvier 2026.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la signature des BSD sous trackdéchets pour tous les déchets qui lui ont été envoyés depuis plus d'un mois (réception puis acceptation ou refus). Délai, 15 jours.</p> <p>L'exploitant doit veiller à signer, la réception puis l'acceptation ou le refus des déchets dangereux sur le site de Tourville Les Ifs sous Trackdéchets dans un délai maximal d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : AFFAIRE PNTTD-2025-173-MA

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 22 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 24 Règlement 1013/2006 du TTD du 14 juin 2006 TTD illicite cf détail d el'article au PC suivant.</p> <p>Article 22 Règlement 1013/2006 du TTD du 14 juin 2006 : Obligations de reprise Reprise lorsqu'un transfert ne peut pas être mené à son terme</p> <p>1. Lorsqu'une autorité compétente concernée se rend compte qu'un transfert de déchets, y compris leur valorisation ou élimination, ne peut être mené à son terme comme prévu selon les dispositions des documents de notification et de mouvement et/ou du contrat visé à l'article 4, alinéa 2, point 4, et à l'article 5, elle en informe immédiatement l'autorité compétente d'expédition. Lorsqu'une installation de valorisation ou d'élimination refuse un transfert qu'elle a reçu, elle en informe immédiatement l'autorité compétente de destination.</p> <p>2. L'autorité compétente d'expédition veille à ce que, à l'exception des cas visés au paragraphe 3, les déchets en question soient réintroduits dans la zone relevant de sa compétence ou ailleurs à l'intérieur du pays d'expédition par le notifiant tel qu'identifié conformément à la hiérarchie de l'article 2, point 15, ou, si cela est impossible, par cette autorité compétente elle-même ou par une personne physique ou morale agissant en son nom.</p> <p>Cette reprise a lieu dans les quatre-vingt-dix jours, ou dans un autre délai convenu par les autorités compétentes concernées, après que l'autorité compétente d'expédition a eu connaissance ou a été avisée par écrit par les autorités compétentes de destination ou de transit du fait que le transfert de déchets ayant fait l'objet du consentement, ou la valorisation ou l'élimination de ces déchets, ne peut pas être mené à son terme, ainsi que des raisons de cette impossibilité. Cet avis peut résulter des informations transmises aux autorités compétentes de destination ou de transit, notamment par d'autres autorités compétentes.</p> <p>3. L'obligation de reprise visée au paragraphe 2 ne s'applique pas si les autorités compétentes d'expédition, de transit et de destination concernées par la valorisation ou l'élimination des déchets estiment que le notifiant ou, si cela est impossible, l'autorité compétente d'expédition ou une personne physique ou morale agissant en son nom peut éliminer ou valoriser les déchets</p>

d'une autre manière dans le pays de destination ou ailleurs.

L'obligation de reprise visée au paragraphe 2 ne s'applique pas si les déchets transférés ont été, au cours de l'opération accomplie dans l'installation concernée, irrémédiablement mélangés à d'autres types de déchets avant qu'une autorité compétente concernée ait eu connaissance du fait que le transfert notifié ne pouvait être mené à son terme comme indiqué au paragraphe 1. Le mélange de déchets est dans ce cas valorisé ou éliminé d'une autre manière conformément au premier alinéa.

4. En cas de reprise au sens du paragraphe 2, une nouvelle notification doit être effectuée, sauf si les autorités compétentes concernées estiment d'un commun accord qu'une demande dûment motivée de l'autorité compétente d'expédition initiale est suffisante.

Le notifiant initial ou, si cela est impossible, l'autre personne physique ou morale identifiée conformément à l'article 2, point 15, ou si cela est impossible, l'autorité compétente d'expédition initiale ou une personne physique ou morale agissant en son nom procède à une nouvelle notification, le cas échéant.

Aucune autorité compétente ne s'oppose ou ne formule d'objections à la réintroduction des déchets provenant d'un transfert qui ne peut pas être mené à son terme ou à l'opération de valorisation et d'élimination qui y est associée.

5. Si d'autres dispositions sont prises en dehors du pays de destination initial au sens du paragraphe 3, le notifiant initial ou, si cela est impossible, l'autre personne physique ou morale identifiée conformément à l'article 2, point 15, ou si cela est impossible, l'autorité compétente d'expédition initiale ou une personne physique ou morale agissant en son nom effectue une nouvelle notification, le cas échéant.

En cas de nouvelle notification effectuée par le notifiant, cette notification est également adressée à l'autorité compétente du pays d'expédition initial.

6. Si un autre arrangement est pris dans le pays de destination initial au sens du paragraphe 3, il n'est pas nécessaire d'effectuer une nouvelle notification et une demande dûment motivée est suffisante. Cette demande, qui vise à obtenir un consentement pour ce nouvel arrangement, est transmise à l'autorité de destination et d'expédition compétente par le notifiant initial ou, si cela n'est pas possible, à l'autorité compétente de destination par l'autorité compétente initiale d'expédition.

7. Si aucune nouvelle notification ne doit être effectuée conformément aux paragraphes 4 ou 6, un nouveau document de mouvement est rempli conformément aux articles 15 et 16, par le notifiant initial ou, si cela est impossible, par l'autre personne physique ou morale identifiée conformément à l'article 2, point 15, ou si cela est impossible, par l'autorité compétente d'expédition initiale ou une personne physique ou morale agissant en son nom.

En cas de nouvelle notification effectuée par l'autorité compétente d'expédition initiale conformément aux paragraphes 4 ou 5, une nouvelle garantie financière ou une assurance équivalente n'est pas requise.

8. L'obligation du notifiant et, à titre subsidiaire, du pays d'expédition de reprendre les déchets ou de trouver une solution de rechange pour leur valorisation ou leur élimination prend fin quand l'installation a délivré le certificat de valorisation ou d'élimination non intermédiaire comme prévu à l'article 16, point e), ou, le cas échéant, à l'article 15, point e). Dans les cas de valorisation ou d'élimination intermédiaire visés à l'article 6, paragraphe 6, l'obligation subsidiaire du pays d'expédition prend fin lorsque l'installation a délivré le certificat prévu à l'article 15, point d). Si une installation délivre un certificat de valorisation ou d'élimination de telle manière que le transfert devient illicite, ce qui entraîne la levée de la garantie financière, les dispositions de l'article 24, paragraphe 3, et de l'article 25, paragraphe 2, sont d'application.

9. Lorsque la présence de déchets provenant d'un transfert qui n'a pas pu être mené à son terme, y compris la valorisation ou l'élimination, est découverte au sein d'un État membre, l'autorité compétente dans le ressort de laquelle cette présence a été découverte est chargée de veiller à

ce que des dispositions soient prises pour assurer le stockage sûr des déchets en attendant leur réintroduction, leur valorisation ou leur élimination non intermédiaire par d'autres moyens.

Constats :

Par courriel du 21 octobre 2025 la DREAL Normandie a été informée d'une demande de reprise de 23,32 tonnes (soit un camion) de déchets de broyats d'Équipements Électriques et Électroniques (EEE) non traités en mélange formulée par le Pôle National de Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD / affaire n°173) suite à une saisine de l'autorité compétente de destination néerlandaise du 16 octobre 2025.

Le mail de l'autorité compétente de destination néerlandaise indique qu'elle a été informée par la société destinataire de ces déchets (MM Metal Recycling BV) du refus de traiter ce lot en raison d'une teneur trop importante en matières inflammables (FOAM = débris de mousse polyuréthane).

Par courriel du 18 novembre 2025, le PNTTD a validé le rapatriement des déchets vers l'installation de traitement ELECTRO REFINING située 13 Route des Ifs à 76400 TOURVILLE LES IFS, par le transporteur autorisé pour le transport de déchets CLL, sous réserve d'avoir obtenu, au préalable, de la part du service à l'origine du contrôle, la libération de la remorque.

Le PNTTD demande également :

- La date de retour de l'ensemble routier;

- *"A l'issue de ce rapatriement, et dans le cadre de la bonne gestion de ces déchets, vous voudrez bien me retourner l'ensemble des informations justifiant de la bonne prise en charge et du traitement des déchets (document de mouvement complété en cases 18 et 19 par l'installation de traitement) conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du 14 juin 2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets."*

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection que le retour n'était pas encore programmé et concernait en fait deux camions soit deux lots. Par courriels du 28/11 et 09/12/2025 le PNTTD a signifié à l'exploitant ne pas avoir été saisi d'une deuxième affaire pour le deuxième camion, son autorisation de retour n'est donc valable que pour le premier. L'exploitant doit se rapprocher de l'autorité néerlandaise afin qu'elle saisisse le PNTTD qui pourra alors autoriser le retour de ce deuxième camion sur le territoire français.

L'exploitant prévoit de trier et dépolluer les lots afin de retirer les mousses et plastiques et les réorienter sur des filières de traitements de déchets adaptés, dès leur retour sur son site de Tourville les Ifs (activité autorisée au titre de la rubrique 2711-1 par l'arrêté du 13 octobre 2023). Les mousses seront dirigées vers une unité d'incinération de déchets dangereux et les plastiques vers des filières de dépollution des plastiques bromés.

L'exploitant a déclaré le jour de la visite qu'il exportait régulièrement des flux de DEEE vers l'Allemagne et les Pays Bas. Les flux objet du refus de traitement aux Pays Bas proviendraient d'un site français dont le procédé de tri a récemment été modifié. L'exploitant s'est engagé à ne plus exporter ses flux sans tri préalable sur son site de Tourville les Ifs.

Le registre chronologique de sortie des DEEE consulté le jour de la visite n'a pas mis en évidence d'autres flux concernés par une exportation sous notification.

--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées et au PNTTD un bilan quantitatif du tri de ces deux lots. Ce bilan mentionne également : le lieu et le type de traitement réalisé pour chacune des fractions issues de l'opération de dépollution. Les arrêtés d'autorisation ICPE des installations destinataires justifiant que ces sites sont dument autorisés à les recevoir sont joints à ce bilan. **Délai, un mois à compter de la réception des lots sur le site de Tourville Les Ifs.**

L'exploitant transmet à l'inspection le registre chronologique des déchets non dangereuxexpédiés depuis son site de Tourville les Ifs et le registre chronologique des déchets non dangereux négociés sur l'ensemble de l'année 2025. **Délai, 1 mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : AFFAIRE 27 conteneneurs (TTD Illicite)

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 24

Thème(s) : Illégaux, importation de déchet

Prescription contrôlée :

Article 24

Reprise en cas de transfert illicite

1. Lorsqu'une autorité compétente découvre un transfert qu'elle considère comme étant un transfert illicite, elle en informe immédiatement les autres autorités compétentes concernées.
2. Si le transfert illicite est le fait du notifiant, l'autorité compétente d'expédition veille à ce que les déchets en question soient:

a)	repris par le notifiant de fait; ou, si aucune notification n'a été effectuée,
b)	repris par le notifiant de droit; ou, si cela est impossible,

c)	repris par l'autorité compétente d'expédition elle-même ou par une autre personne physique ou morale agissant en son nom; ou, si cela est impossible,
----	---

d)	valorisés ou éliminés d'une autre manière dans le pays de destination ou d'expédition par l'autorité compétente d'expédition elle-même ou par une personne physique ou morale agissant en son nom; ou, si cela est impossible,
----	--

e)	valorisés ou éliminés d'une autre manière dans un autre pays par l'autorité compétente d'expédition elle-même ou par une personne physique ou morale agissant en son nom si toutes les autorités compétentes concernées sont d'accord.
----	--

La reprise, valorisation ou élimination doit avoir lieu dans les trente jours ou dans tout autre délai pouvant être fixé par les autorités compétentes concernées après que l'autorité compétente d'expédition a eu connaissance ou a été avisée par écrit par les autorités compétentes de destination ou de transit du transfert illicite et informée des raisons le justifiant. Cet avis peut résulter des informations transmises aux autorités compétentes de destination ou de transit, notamment par d'autres autorités compétentes.

En cas de reprise au sens des points a), b) et c), une nouvelle notification doit être effectuée, sauf si les autorités compétentes concernées estiment d'un commun accord qu'une demande dûment motivée de l'autorité compétente d'expédition initiale est suffisante.

La nouvelle notification est effectuée par la personne, ou l'autorité visée aux points a), b), ou c) de la liste, dans l'ordre indiqué.

Aucune autorité compétente ne s'oppose ou ne formule d'objections à la réintroduction des déchets faisant l'objet d'un transfert illicite. Si d'autres arrangements sont pris au sens des points d) et e) par l'autorité compétente d'expédition, une nouvelle notification est effectuée par l'autorité compétente d'expédition initiale ou par une personne physique ou morale agissant en son nom, sauf si les autorités compétentes concernées estiment d'un commun accord qu'une demande dûment motivée de cette autorité est suffisante.

3. Si le transfert illicite est le fait du destinataire, l'autorité compétente de destination veille à ce que les déchets en question soient valorisés ou éliminés selon des méthodes écologiquement rationnelles:

a)	par le destinataire; ou, si cela est impossible,
----	--

--	--

b)	par l'autorité compétente elle-même ou par une personne physique ou morale agissant en son nom.
----	---

La valorisation ou l'élimination doit avoir lieu dans les trente jours ou dans tout autre délai pouvant être fixé par les autorités compétentes concernées après que l'autorité compétente de destination a eu connaissance ou a été avisée par écrit par les autorités compétentes d'expédition ou de transit du transfert illicite et informée des raisons le justifiant. Cet avis peut résulter d'informations transmises aux autorités compétentes d'expédition et de transit, notamment par d'autres autorités compétentes.

À cette fin, les autorités compétentes concernées coopèrent, le cas échéant, à la valorisation ou à l'élimination des déchets.

4. Si aucune nouvelle notification ne doit être effectuée, un nouveau document de mouvement est rempli conformément à l'article 15 ou à l'article 16, par la personne responsable de la reprise ou, si cela est impossible, par l'autorité compétente d'expédition initiale.

En cas de nouvelle notification effectuée par l'autorité compétente d'expédition initiale, une nouvelle garantie financière ou une assurance équivalente n'est pas requise.

5. Notamment dans les cas où la responsabilité du transfert illicite ne peut être imputée ni au notifiant ni au destinataire, les autorités compétentes concernées veillent, en coopération, à ce que les déchets en question soient valorisés ou éliminés.

6. Dans les cas de valorisation ou d'élimination intermédiaire visés à l'article 6, paragraphe 6, à savoir quand un transfert illicite est découvert après que l'opération de valorisation ou d'élimination intermédiaire a été menée à son terme, l'obligation accessoire du pays d'expédition de reprendre les déchets ou d'organiser d'une autre manière leur valorisation ou élimination prend fin lorsque l'installation a délivré le certificat prévu à l'article 15, point d).

Si une installation délivre un certificat de valorisation ou d'élimination de telle manière que le transfert devient illicite, ce qui entraîne la levée de la garantie financière, le paragraphe 3 et l'article 25, paragraphe 2, s'appliquent.

7. Lorsque la présence de déchets faisant l'objet d'un transfert illicite est découverte au sein d'un État membre, l'autorité compétente dans le ressort de laquelle cette présence a été découverte est chargée de veiller à ce que des dispositions soient prises pour assurer le stockage sûr des déchets en attendant leur réintroduction, ou leur valorisation ou élimination non intermédiaire par d'autres moyens.

8. Les dispositions des articles 34 et 36 ne s'appliquent pas dans l'hypothèse où les transferts illicites sont réintroduits dans le pays d'expédition et que ce pays d'expédition est un pays tombant sous le coup des interdictions prévues par ces articles.

9. En cas de transfert illicite tel que défini à l'article 2, point 35 g), la personne qui organise le transfert est soumise aux obligations prévues dans le présent article au même titre que le notifiant.

10. Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions communautaires et nationales relatives à la responsabilité.

Constats :

Lors d'une visite préparatoire à l'inauguration de l'extension du site prévue le 28 novembre 2025 (dont l'autorisation est en cours d'instruction à la DREAL Normandie) de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie (DREETS), l'exploitant a déclaré à la DREETS avoir 27 conteneurs de déchets bloqués dans le port du Havre. Selon ces dires la DREAL Normandie serait à l'origine de ce blocage.

Contactée par la DREETS à ce sujet, l'inspection des installations classées a déclaré ne disposer d'aucune information concernant ce blocage de conteneurs.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le préfet de département (et par délégation la DREAL Normandie) n'est plus l'autorité compétente en matière de transferts transfrontaliers des déchets sur le territoire français depuis le 1er janvier 2016.

Contacté par la DREAL Normandie le PNTTD a confirmé avoir été saisi pour deux affaires par les douanes du Havre (affaires PNTTD n°179 et 178) mais n'a pas encore statué sur les procédures applicables.

Lors de la visite l'exploitant a confirmé à l'inspection que 27 conteneurs ne sont à ce jour toujours pas dédouanés. Deux de ces 27 conteneurs font l'objet d'une procédure de blocage par les douanes :

- 1 en provenance du MAROC (probablement l'affaire PNTTD n°179);
- 1 en provenance d'Arabie Saoudite (probablement l'affaire PNTTD n°178).

Les 25 autres conteneurs proviendraient également d'autres pays d'Afrique et d'autres pays arabes.

Les matières bloquées sont diverses, il peut s'agir de :

- DEEE en mélange,
- pièces et débris en métal (aluminium, cuivre),
- débris de plastiques.

L'inspection rappelle à l'exploitant que :

- les DEEE en mélange et les débris composés d'un mélange de métal et de plastique ne peuvent relever d'un code déchets relatif aux débris métalliques et doivent faire l'objet d'une procédure de notification y compris à l'importation;
- ces pays doivent respecter la convention de Bâle et le règlement européen 1013/2006 du 14 juin 2006 relatif aux transferts transfrontaliers de déchets pour pouvoir expédier des déchets en Europe. Ainsi une notification au titre du règlement européen doit être établie pour chacun des expéditeurs même si le site de destination dispose d'un consentement préalable délivré par une autorité compétente européenne;
- la DREAL Normandie saisie pour avis par le PNTTD sur sa demande de consentement préalable a signalé au PNTTD qu'il ne disposait pas de l'autorisation de traiter thermiquement des déchets de cartes électroniques de DEEE considérées dangereuses par leur producteur.

Type de suites proposées : Sans suite